

CONCOURS EXTERNE DE SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF DE CLASSE SUPÉRIEURE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

SESSION 2023

CORRECTION

ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ N°2

OPTION : DROIT PUBLIC ET QUESTIONS EUROPÉENNES

Ce dossier comporte 5 pages

QUESTION 1

3 points

En quoi consiste le principe de subsidiarité au sein de l'Union européenne ?

Le principe de subsidiarité consiste à réserver à l'échelon supérieur (l'Union européenne) ce que l'échelon inférieur (un Etat membre) ne pourrait faire que de façon moins efficace. L'UE intervient à titre subsidiaire. Ce principe a été introduit dans le droit européen par le traité de Maastricht (1992) et consacré par le traité de Lisbonne (2007).

Ce principe ne concerne que les questions relevant de la compétence partagée entre l'Union et les Etats membres. Il ne concerne pas les domaines relevant de la compétence exclusive de l'Union, ni ceux qui restent du seul ressort des Etats membres.

Les parlements nationaux des États membres disposent d'un pouvoir de contrôle. En effet, si 1/3 des parlements nationaux (1/4 si les propositions concernent des questions relatives aux libertés, à la sécurité et à la justice) formulent des avis motivés sur le non respect du principe par une proposition de la Commission européenne, celle-ci doit revoir sa proposition.

QUESTION 2

2 points

Qu'est-ce que le principe de continuité du service public ?

Le principe de continuité du service public est lié au principe de continuité de l'État. Il n'est issu d'aucun texte mais résulte de la jurisprudence.

Enoncé en 1916 dans l'arrêt du Conseil d'État « Compagnie du gaz de Bordeaux », il impose que le service public fonctionne de manière ponctuelle et régulière et qu'il soit accessible aux usagers. Il doit donc répondre aux besoins impératifs des usagers.

Ce principe a été élevé au rang de principe à valeur constitutionnelle, par le Conseil constitutionnel, dans sa décision de 1979 « Droit de grève à la radio et à la télévision ». Il se concilie avec le droit de grève reconnu par le préambule de la Constitution de 1946. Dans l'arrêt

« Dehaene » de 1950, le Conseil d'État justifiait déjà la restriction du droit de grève dans les services publics au nom de ce principe.

Il convient de ne pas confondre le principe de continuité du service public avec le droit de l'utilisateur au maintien du service public. En effet, en vertu du principe de mutabilité ou d'adaptabilité, le service public a pour obligation de s'adapter (Conseil d'État « Compagnie nouvelle du gaz de Deville-les-Rouen » 1902).

QUESTION 3

3 points

Quelles sont les différentes étapes d'un recours administratif et d'un recours administratif contentieux ?

Le recours administratif est un recours qui s'adresse directement à l'administration. Il permet de demander à cette dernière de réexaminer une décision.

Il existe deux types de recours qui permettent à l'administration de revoir sa décision sans passer par le juge administratif :

- Le recours gracieux formé auprès de l'auteur de l'acte administratif contesté. L'administré demande à la même administration qui a rendu la décision de réformer ou de réviser cette dernière.
- Le recours hiérarchique adressé à l'autorité supérieure à celle qui a rendu la décision attaquée. Par exemple, il peut être adressé à un préfet contre la décision rendue par un maire lorsqu'il statue au nom de l'État.

Si l'administré n'obtient pas gain de cause, il peut engager une action en justice devant le **tribunal administratif** (dans la plupart des cas), dans le ressort duquel siège l'administration qui a pris la décision. Le recours doit être déposé dans les deux mois suivant la notification de la décision contestée. La demande doit être suffisamment motivée et le requérant doit démontrer qu'il a un intérêt à agir.

Une fois que le tribunal administratif a rendu sa décision, le requérant peut contester cette dernière devant une **cour administrative d'appel**. La cassation revient au **Conseil d'État**.

QUESTION 4

2 points

Quel est le statut du Président de la République ?

Le statut juridique du Président de la République est protecteur. Il est déterminé par un mandat de 5 ans qui lui garantit l'irresponsabilité politique et l'immunité juridictionnelle. Par ailleurs, le statut du Président est complété par des moyens matériels et humains qui sont à sa disposition pour l'accomplissement de ses missions. La loi du 23 juillet 2008 prévoit que le Président de la République ne peut exercer plus de deux mandats.

Le Président de la République cesse ses fonctions au terme de son mandat, après quoi une nouvelle élection est prévue par la Constitution. La cessation des fonctions peut aussi provenir de l'empêchement d'accomplir ses missions. Dans ce cas, le Conseil Constitutionnel, suite à la demande des membres du Gouvernement, décide si cet empêchement est définitif ou provisoire. Dans les deux cas, il entraîne un intérim assuré par le Président du Sénat et, en cas de l'indisponibilité de celui-ci, par le Gouvernement.

Concernant l'immunité juridictionnelle, le Président de la République bénéficie d'une irresponsabilité pour les actes accomplis durant ses fonctions. L'irresponsabilité doit être distinguée de l'impunité. Le Président de la République peut être mis en examen ou entendu en tant que témoin après l'accomplissement de son mandat. Par ailleurs, en cas de manquement grave à ses devoirs, le mandat du Président de la République peut être remis en cause. Une assemblée politique composée de députés et de sénateurs va alors initier une procédure pour faire cesser une situation intolérable. Cette assemblée constitue une Haute cour qui doit assurer la continuité de l'Etat. Si le Président est destitué, il pourrait être sanctionné pénalement. Dans le cas contraire, il continue à assurer son mandat.

De plus, le Président de la République peut être destitué par le Parlement réuni en Haute Cour « en cas de manquement à ses devoirs manifestement incompatibles avec l'exercice de son mandat » (art.68 de la Constitution) sans que cela soit considéré comme un jugement.

QUESTION 5

3 points

Quelle différence peut-on faire entre une administration déconcentrée et une administration décentralisée ? Citer des exemples à l'appui.

La **décentralisation** est un **transfert de compétences** de l'État vers des collectivités territoriales (communes, départements, régions). Les lois Defferre de 1982-1983 ont ainsi transféré la construction, l'entretien et le fonctionnement des EPLE (Etablissements publics locaux d'enseignement) aux départements (collèges) et aux régions (lycées).

Puis la **loi du 13 août 2004** a transféré la gestion des personnels TOS (techniciens, ouvriers de service) au département (collèges) et à la région (lycées). Ainsi, les présidents de départements et de régions sont devenus les autorités hiérarchiques de ces personnels tandis que les gestionnaires et les chefs d'établissement sont désormais des autorités fonctionnelles vis-à-vis de ces personnels (ils organisent leur travail en fonction des orientations définies par le département ou la région).

Selon la loi, un transfert de compétences doit s'accompagner d'un transfert de fonds de l'Etat vers les collectivités territoriales afin de leur permettre d'assumer les nouvelles compétences. Dans les faits, les dotations de l'Etat ne sont pas suffisantes.

La déconcentration est un **transfert de la prise de décision** des services centraux de l'Etat (les ministères) vers les services déconcentrés (services de l'Etat basés en province). C'est ainsi que les ministères sont représentés en province par des préfets, des recteurs, des directeurs départementaux des finances publiques (anciens trésoriers payeurs généraux TPG).

Le Maire a la particularité d'avoir une « double casquette » : celle de représentant d'État au sein de la commune et celle d'élu local.

QUESTION 6

2 points

Comment fonctionne l'article 49.3 de la constitution du 4 octobre 1958 ?

Quelles limites ont été apportées à l'utilisation de cet article par la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 ?

L'article 49.3 de la Constitution Française prévoit que :

« Le Premier ministre peut, après délibération du Conseil des ministres, engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un projet de loi de finances ou de financement de la sécurité sociale. Dans ce cas, ce projet est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. Le Premier ministre peut, en outre, recourir à cette procédure pour un autre projet ou une proposition de loi par session ».

Fonctionnement de cet article :

Lors du vote d'un projet ou d'une proposition de loi, le Premier ministre peut décider d'engager la responsabilité du Gouvernement. Dans ce cas :

1. L'utilisation de l'article 49.3 de la Constitution fait l'objet d'une délibération préalable en Conseil des ministres.
2. Le projet ou la proposition de loi est alors réputé adopté sauf si une motion de censure est déposée dans les 24 heures et signée par au moins un dixième des membres de l'Assemblée nationale.

Deux cas de figure sont possibles :

- Si aucune motion de censure n'est déposée, le projet ou la proposition est considéré comme adopté ;
- Si une motion de censure est déposée, elle est discutée et votée dans les mêmes conditions que celles présentées par les députés.

En cas de rejet de la motion, le projet ou la proposition est considéré comme adopté. Dans l'hypothèse inverse, le texte est rejeté et le Gouvernement est renversé.

Limites apportées par la révision constitutionnelle du 23 Juillet 2008

La responsabilité du gouvernement peut être engagée sur le vote d'un projet de loi de finances ou de financement de la sécurité sociale et sur un seul autre projet (ou proposition) de loi au cours d'une même session.

Auparavant, le gouvernement pouvait y recourir autant de fois qu'il l'estimait nécessaire et quelle que soit la nature du texte (de 1988 à 1993, le Gouvernement a ainsi utilisé l'article 49.3 à 39 reprises).

QUESTION 7

2 points

Quelle est la nature juridique de l'Union Européenne ?

L'Union européenne est une construction juridique fondée à partir du traité de Rome et du traité de l'UE, signé à Maastricht entré en vigueur en novembre 1993, modifiés pour aboutir au traité de Lisbonne de 2007 qui substitue officiellement l'UE à la CEE.

Ces actes fondateurs de l'UE ont abouti à la création d'une Union autonome dotée de la personnalité juridique (Traité de Lisbonne article 47 du TUE), de droits souverains et de compétences propres.

Les États membres ont renoncé à une partie de leur souveraineté au profit de cette Union et l'ont déléguée à l'UE pour atteindre des objectifs communs.

C'est pourquoi l'UE est une organisation unique, elle n'est ni une organisation internationale, ni une association d'États, mais une organisation supranationale.

QUESTION 8

3 points

Quel est le rôle du parlement européen ?

Le Parlement européen est la seule institution de l'Union élue directement par les citoyens.

Il exerce trois pouvoirs fondamentaux :

- **Un pouvoir législatif** : le Parlement est partie prenante dans l'adoption des actes juridiques communautaires.
Le traité de Lisbonne a consacré la procédure de « codécision » qui est le principal mode de décision européen. Le Parlement se prononce en première lecture sur proposition de la Commission européenne puis soumet sa proposition au Conseil. Si ce dernier valide les amendements des députés, l'acte est adopté. Si le Conseil formule une autre proposition, le Parlement a trois mois pour agir. Il se prononce alors en seconde lecture et accepte la position du Conseil, l'amende ou la rejette. Si le désaccord persiste, l'acte est examiné par un comité de conciliation.
Dans le cadre législatif, le Parlement intervient aussi à travers trois procédures : **l'approbation** (droits de veto dans 16 domaines dont l'investiture de la Commission, l'adhésion à l'UE, la signature des accords internationaux), **la consultation** (procédure obligatoire dans 50 domaines, elle permet au Parlement de donner un avis non contraignant) et **l'initiative** (le Parlement peut demander à la Commission de soumettre une proposition).
- **Un pouvoir en matière budgétaire** : en collaboration avec le Conseil, le PE établit le budget annuel de l'Union. Selon le traité de Lisbonne, la Commission prépare le projet qu'elle présente au Conseil et au PE. Le Conseil adopte une position qu'il transmet au PE. Si le PE l'approuve, le budget est adopté. S'il l'amende, le budget est à nouveau transmis au Conseil et à la Commission. Un comité de conciliation est convoqué et doit aboutir à un projet commun dans un délai de 21 jours. En dernier ressort, le PE approuve ou rejette (à la majorité des pays (14 pays) membres et des 3/5^e des suffrages exprimés) ce projet commun.
- **Un contrôle politique** : le PE élit le président du Conseil, à la majorité absolue, sur proposition du Conseil. Les députés peuvent valider ou invalider le reste de l'équipe après audition de chacun des candidats désignés par les États membres.